

Cinq Français enlevés dans le nord du Niger

Des employés d'Areva et de Vinci ont été kidnappés à leurs domiciles d'Arlit. La nébuleuse al-Qaida serait derrière le rapt.

GEORGES MALBRUNOT

TERRORISME L'enlèvement a surpris les Français dans leur sommeil. Il a eu lieu vers 2 heures du matin, la nuit de mercredi à jeudi, à l'intérieur d'un quartier théoriquement sécurisé d'Arlit, où Areva et un sous-traitant, Sogea Atom, logent leurs expatriés, qui exploitent les mines d'uranium de cette région du nord du Niger.

Le rapt se serait passé en deux temps. Un premier commando a réussi à pénétrer dans la maison d'un employé français d'Areva et de son épouse, selon un responsable d'Areva à Paris. La présence de l'épouse d'un expatrié dans une zone à risques comme le nord Niger a de quoi surprendre. Peu après, le second kidnapping a visé cinq autres salariés de Sogea Atom, résidant dans une ou plusieurs habitations de ce quartier protégé. Il s'agit de trois Français, d'un ressortissant togolais et d'un Malgache. Selon le porte-parole du gouvernement nigérien, le kidnapping a été commis par « un groupe armé » qui pourrait comprendre de sept à une trentaine de personnes « parlant majoritairement l'arabe et souvent tamachek », la langue touareg. « Après leur forfait, ils auraient pris la direction d'Inabangaret », près de la frontière avec l'Algérie et le Mali, a précisé à l'AFP Laouali Dan Dah, le porte-parole du gouvernement.

Sitôt la nouvelle connue, Areva et Vinci ont mis en place une cellule de crise, en concertation avec le ministère des Affaires étrangères et les autorités nigériennes. Quelques heures après, les deux sociétés annonçaient l'évacuation des familles sur Niamey, la capitale, et des « mesures de sécurité supplémentaires » autour de leur site d'Arlit, dont la protection semble défaillante. « Arlit est beaucoup moins sécurisé que le site stratégique et voisin d'Imouraren, où Areva fait de la prospection », déplore un militaire français familier du Niger.

Des complicités locales

Une chose est sûre : le modus operandi de ce double rapt suppose une préparation assez poussée, dans la mesure où les entrées de la zone habitée par les expatriés sont soumises aux contrôles de l'armée nigérienne, qui escorte les déplacements des étrangers, une fois sortis de leur quartier. À l'intérieur, en revanche, la sécurité est assurée par les équipes d'Areva, épaulées par du personnel local. En pleine nuit, les contrôles militaires s'étaient-ils relâchés ? Comment les ravisseurs ont-ils pu pénétrer, puis ressortir, sans être inquiétés, surtout s'ils étaient aussi

4 collaborateurs français d'Areva avaient déjà été enlevés dans cette même région d'Arlit en 2008



Le site d'Arlit dans le nord du Niger accueille des travailleurs employés sur les gigantesques gisements d'uranium exploités par les sociétés nucléaires françaises. PIERRE VERDY/AFP

nombreux ? Ce double rapt implique vraisemblablement des complicités entre les terroristes et la sécurité privée ou les militaires en faction aux alentours.

Hier soir, l'enlèvement n'avait pas encore été revendiqué, mais les soupçons pointent la nébuleuse d'al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi), responsable de nombreux kidnappings d'Occidentaux ces dernières années au Sahel.

À 200 km seulement de la frontière algérienne, le site d'Arlit a vu le jour ex nihilo en plein désert pour accueillir les

travailleurs employés sur les gigantesques gisements d'uranium exploités par les sociétés nucléaires françaises. En 2008, quatre collaborateurs français d'Areva avaient déjà été enlevés dans cette même région d'Arlit par des rebelles touaregs, et libérés quelques jours plus tard. L'Aqmi profite des trafics en tout genre et de la rébellion touareg pour s'infiltrer dans le secteur, comme l'a montré le kidnapping du travailleur humanitaire français Michel Germaneau, dont l'exécution a été annoncée fin juillet par l'Aqmi. ■

L'Aqmi avait promis de s'en prendre aux intérêts français

ARIELLE THEDREL

BIEN que cette nouvelle prise d'otages n'ait pas été encore revendiquée, tout laisse penser qu'elle porte en filigrane la signature d'al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi). Si cela se confirme, ce rapt constituerait une véritable déclaration de guerre à la France. Car cette fois, souligne Mathieu Guidère, spécialiste d'al-Qaida, il pourrait s'agir, non plus comme auparavant d'un simple rapt visant à obtenir une rançon, mais d'une attaque ciblant « des intérêts stratégiques français ». En janvier 2009, le groupe Areva a signé un accord avec le Niger qui ambitionne de faire de ce pays le second producteur mondial d'uranium grâce à l'exploitation du gisement d'Imouraren, considéré comme la deuxième plus importante mine d'uranium du monde. Areva produit déjà la moitié de son uranium au Niger. Présent depuis quarante ans, le groupe français y exploite deux gisements situés à 1200 km au nord de Niamey.

Le kidnapping des cinq ressortissants français pourrait être aussi une riposte à l'opération franco-mauritanienne menée le 22 juillet contre une base d'Aqmi au Mali pour libérer Mi-

chel Germaneau. Sept terroristes avaient été tués au cours de cette opération et Aqmi avait crié « vengeance » après avoir annoncé la mort de Germaneau, dont le corps n'a jamais été retrouvé.

Tout comme Michel Germaneau, les cinq Français ont été kidnappés dans le nord du Niger, bastion de la rébellion touareg. Celle-ci réclame une « juste



Il pourrait s'agir, non plus comme auparavant, d'un simple rapt visant à obtenir une rançon

MATHIEU GUIDÈRE, SPÉCIALISTE D'AL-QAIDA

répartition » des revenus tirés de l'uranium et contribue à entretenir un climat d'instabilité dans ce pays victime, le 18 février, d'un coup d'Etat militaire. Il est possible que des groupes rebelles touaregs soient impliqués dans l'enlèvement des cinq Français. Bien que le trafic d'otages n'entre pas dans leurs habitudes, ces groupes pourraient être des « sous-traitants » d'Aqmi. Ils ont en tout cas démontré dans le passé qu'il leur arrivait de collaborer pour des raisons pragmatiques et non pas idéologiques avec cette organisation.

Le gouvernement français déclare « faire le maximum » pour assurer la sécurité de ses ressortissants dans le Sahel. Areva avait ainsi limité au strict nécessaire les déplacements de son personnel, une cinquantaine d'expatriés.

Groupes de trafiquants

Contrôler cette immense étendue désertique est une mission impossible. L'ennemi n'est estimé qu'à quelques centaines de combattants, mais il bénéficie de multiples complicités et demeure du même coup insaisissable. Depuis trois ans, les prises d'otages ont doublé dans la région. Elles sont généralement réalisées par de petits groupes de trafiquants qui opèrent pour le compte d'Aqmi. Ces prises d'otages constituent une source de « prestige » pour l'organisation salafiste en quête de nouvelles recrues, mais aussi une manne financière. Mardi, un conseiller du président algérien, Abdelaziz Bouteflika, estimait qu'Aqmi percevait de manière régulière des rançons de l'ordre de 5 millions d'euros pour chaque otage libéré.

Au lendemain de l'annonce de la mort de Michel Germaneau, le président Nicolas Sarkozy avait promis que

cet assassinat « ne resterait pas impuni ». À l'instar de l'Algérie, qui adjure les États européens de ne pas faire le jeu des terroristes en acceptant de négocier avec eux, le chef de l'État français avait estimé que « payer des rançons » n'est pas « une bonne stratégie ». Il faisait allusion à la libération, fin août, de trois humanitaires espagnols contre plusieurs millions d'euros.

Paris estime aujourd'hui que la coopération régionale et l'aide au développement constituent la réponse la plus adaptée pour lutter contre le terrorisme. Alger, qui s'est fixé pour objectif d'éradiquer les groupes islamistes armés opérant dans le Sahara, a mis en place, à Tamanrasset, un état-major opérationnel conjoint avec le Mali, la Mauritanie et le Niger. Malgré le soutien logistique de la France et des États-Unis, cette coopération peine à fonctionner. Le leadership de l'Algérie, pays où Aqmi a ses racines, est contesté par ses partenaires, et si la Mauritanie, dans le collimateur d'Aqmi, s'est engagée avec une certaine efficacité dans la lutte antiterroriste, le Mali, devenu une base arrière des groupes salafistes, hésite à en faire autant par crainte notamment d'être déstabilisé. ■